HAL
open science

Préface

Laurent Mucchielli

To cite this version:

Laurent Mucchielli. Préface. Anne Dumont. COVID-19 Des experts et des ministres dignes de confiance ?, Editions Marco Pietteur, pp.7-16, 2022, 978-2-87211-185-5. halshs-03765835

HAL Id: halshs-03765835

https://shs.hal.science/halshs-03765835

Submitted on 1 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Laurent MUCCHIELLI
Sociologue, directeur de recherche au CNRS,
(UMR 7064, CNRS, Aix-Marseille Université & Sciences-Po Aix)

« Préface »

in Anne Dumont, *Covid-19. Des experts et des ministres dignes de confiance ?*,
Ferrières (Belgique), Marco Pietteur éditions, 2022, p. 7-16.

Trois raisons m'ont donné envie de répondre favorablement lorsque Anne Dumont m'a demandé d'écrire la préface de son petit livre.

La première est qu'elle démontre le fait qu'avec du bon sens, de l'esprit critique, du travail et du courage, nombre de citoyens dont la science n'est pas le métier ont compris que l'épidémie de SARS-CoV-2 a été gérée de façon désastreuse dans la plupart des pays occidentaux, et que le temps est venu d'un sursaut salvateur.

Bon sens. Le « bon sens », nom que s'est donnée l'association dont Anne Dumont reprend nombre d'éléments de la plainte déposée en justice, n'est certes pas une notion scientifique a priori. Donnons-lui cependant une définition simple de circonstance : la capacité à conserver sa lucidité dans une situation provoquant de fortes émotions et à appliquer dans une situation d'apparence nouvelle des règles de pensée et d'action éprouvées par l'expérience de la vie. Comprendre que le droit et le devoir des médecins est de soigner les malades en toutes circonstances relève du bon sens. Comprendre qu'il est absurde de vouloir interdire aux citoyens de se promener à leur guise dans la nature tandis qu'ils auraient le droit de s'entasser dans des supermarchés relève du bon sens. Comprendre qu'il ne sert à rien de se promener dans la rue en portant un masque relève du bon sens. Comprendre qu'il est absurde et contraire à tous les principes fondamentaux de la démocratie de vouloir réglementer la vie des gens en toutes circonstances (en leur disant quand ou comment sortir, manger, s'embrasser, etc.) relève du bon sens. Comprendre qu'il est absurde de vouloir à tout prix administrer un médicament (en l'occurrence un vaccin) à quelqu'un qui n'est pas malade et ne risque pas de l'être, lors même que ce médicament risque, lui, de rendre malade certaines personnes, relève du bon sens.

Comprendre qu'il est absurde de vouloir vacciner 100% d'une population si le vaccin utilisé n'empêche ni d'attraper ni de transmettre le virus concerné relève du bon sens.

Esprit critique. Il faut ensuite de l'esprit critique, pour s'émanciper de la très intense propagande politico-industrielle qui écrase totalement le débat public dans nos pays occidentaux. Cette propagande nous pousse en permanence à une terrible paresse intellectuelle, en nous infantilisant. Le principe en est simple, il consiste à vouloir faire croire aux citoyens des choses qui ne correspondent pas à la réalité. C'est la base de la publicité commerciale et du marketing industriel mais aussi de la propagande politique. Et celles-ci ont atteint des sommets à l'occasion de cette crise sanitaire, tout comme d'ailleurs lors de l'épisode de « crise » suivant – la guerre en Ukraine – au cours duquel les discours politico-médiatiques dominant le débat public martèlent en fin de compte *primo* que « la guerre, ce n'est pas bien » et *secundo* que « Poutine est un méchant dictateur », lors même que la situation est beaucoup plus complexe. Certes, nous avions l'habitude d'être traités comme des petits enfants dans un espace publicitaire où le commerçant vante les effets miraculeux de son produit, et nous avions le réflexe de mettre à distance cette infantilisation. Mais lorsque cette logique devient celle de la quasi-totalité des discours tenus dans l'espace public sur des questions graves et provoquant de très fortes émotions, il devient beaucoup plus difficile de conserver son esprit critique.
Nous avons été traités comme des petits enfants, d'abord pour nous effrayer, ensuite pour nous faire accepter sans rechigner d'innombrables privations de liberté, enfin pour nous faire répéter en chœur, comme à l'école, les leçons du maître. Face à une propagande qui s'apparente à de la manipulation mentale et qui nous réduit au statut de citoyen-enfant devant suivre les consignes des adultes qui savent ce qui est bien et bon pour lui, il fallait conserver son esprit critique et par la même occasion son statut d'adulte.

Travail. L'avènement d'Internet nous a rendu intellectuellement paresseux. Puisqu'il suffit de tapoter sur son téléphone ou son ordinateur pour accéder à d'innombrables informations de tous types, la tentation est grande de croire que la réalité est facile à comprendre et de confondre le réel (au sens de ce qui peut s'éprouver, se vivre comme expérience, se découvrir comme issue d'un questionnement) et le virtuel que nous donnent à voir les écrans. Que la chose soit pratique dans la vie quotidienne est souvent une évidence, y compris pour le chercheur qui peut désormais accéder à la quasi-totalité de la littérature scientifique depuis son ordinateur personnel. Mais c'est une terrible illusion de croire que les informations qui circulent de plus en plus et de plus en plus vite sur Internet suffisent à comprendre le monde dans lequel nous

vivons et son évolution. En effet, Internet n'est pas un monde démocratique dans lequel chacun peut s'éduquer intelligemment et librement. D'abord, une nouvelle censure s'y exerce de plus en plus, amenant les géants du numérique comme Google et Facebook (et leurs dépendances : YouTube, Instagram, etc.) à supprimer tous les contenus qui contredisent la propagande politico-industrielle. Ensuite, Internet est un espace désormais régi par des forces économiques et politiques redoutables qui ont appris à l'utiliser comme un outil majeur de propagande et d'endoctrinement (comme elles le firent auparavant de la télévision). Il n'est qu'à observer l'évolution de l'« encyclopédie en ligne », wikipedia, pour comprendre le naufrage du rêve numérique et le remplacement de la « participation citoyenne» initiale par la propagande active des « influenceurs ». Et le drame est que cette paresse intellectuelle ne concerne pas que les simples citoyens abreuvés d'« informations » sur Internet. Elle concerne également, et de plus en plus, ceux qui formatent les contenus d'information que nous lisons ensuite, à savoir les journalistes. Là où l'enquête, l'investigation, nécessitait autrefois un travail, souvent long et parfois pénible (lorsqu'il fallait par exemple se rendre dans des endroits sensibles), Internet permet aujourd'hui à la plupart des journalistes d'assumer le fait qu'ils ne font plus aucune enquête. De là la vogue du fact-checking qui est en réalité un genre de journalisme low cost dans lequel on ne sort plus jamais de son bureau ni de son ordinateur, tout en prétendant dire le vrai du faux sur n'importe quelle question (quelle blague !). Google et Facebook ne s'y trompent pas, eux qui financent de plus en plus les médias par le biais du développement numérique et contribuent ainsi de façon majeure à formater les contenants et les contenus d'information que les journalistes n'auront plus ensuite qu'à reprendre.

Courage. Il faut du courage pour s'émanciper d'une propagande qui cherche à vous faire passer pour une personne d'une part stupide (« tout le monde sait ça, comment pouvez-vous ne pas le savoir ? Ne seriez-vous pas un affreux complotiste ? »), d'autre part a- ou im-morale (« tout le monde fait ça, comment pouvez-vous vous croire autorisé à ne pas suivre les règles communes ? Nous faisons des sacrifices, vous êtes un(e) sale égoïste de ne pas les faire également »). Il faut du courage pour ne pas suivre le troupeau, quand bien même celui-ci irait droit au suicide comme les moutons de Panurge. Il faut du courage pour résister à l'accusation de « complotisme », argument de ceux qui n'en ont plus et n'ont pas d'autre moyen de cacher leur grave déficit de bon sens, d'esprit critique et de travail. Il faut du courage pour ne pas répéter en boucle (comme les petits enfants à l'école, donc) que le vaccin est la solution à tous nos problèmes, a fortiori pour oser dire ce qui est la simple réalité à savoir : que ces produits ont été fabriqués en urgence dans le but premier d'enrichir leurs fabricants et leurs actionnaires, que

cette urgence et cette avidité ont conduit à bâcler le travail et proposer des produits de mauvaise qualité, que cette urgence et cette avidité ont conduit à ne respecter ni les règles scientifiques d'évaluation de l'action d'un médicament (les essais cliniques des Pfizer et autres Moderna sont très lacunaires et en partie frauduleux) ni les règles sanitaires et déontologiques de précaution élémentaire face à des produits expérimentaux (les vaccins ARNm) jamais testés en masse sur les humains, que ces produits sont totalement incapables d'enrayer l'épidémie et qu'ils provoquent de nombreux effets indésirables graves.

La doxa du Covid. La deuxième raison pour laquelle j'ai accepté de faire cette préface est que je retrouve dans le travail d'Anne Dumont, qui parle du point de vue belge, la plupart de ce que j'ai mis en évidence à partir du cas français et que j'appelle la doxa du covid (1). La doxa désigne le discours des élites dominantes dans une société, discours à travers lequel lesdites élites non seulement parlent d'un sujet donné mais cherchent aussi à se légitimer en tant qu'élites dominantes vis-à-vis du reste de la population (2). J'ai montré comment, sur cette crise sanitaire, une partie des élites politiques, économiques et financières occidentales (et d'abord américaines) ont imposé un récit, une narration, qui peut s'analyser à travers la succession logique et chronologique de quatre affirmations centrales. Premièrement, nous serions confrontés à un virus constituant « un danger mortel pour l'humanité », selon les mots du directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Traduction concrète : nous risquerions tous de mourir. Deuxièmement, la médecine ne pourrait rien faire dans l'immédiat pour soigner la maladie (Covid) engendrée par ce virus. Troisièmement, la seule chose à faire serait donc de multiplier les mesures de « distanciation sociale » et finalement d'enfermer chacun chez soi : c'est le confinement général. Enfin, quatrièmement, l'histoire ne prendra fin que lorsqu'arrivera notre délivrance par le vaccin (le *deus ex machina* de la fin des pièces du théâtre antique). C'est ce récit qu'il faut comprendre dans sa structure et dans sa globalité, et qu'il faut ensuite soumettre à vérification.

En effet, contrairement à ce qu'ont prétendu les gouvernements, il n'existe aucun « consensus scientifique » validant ces quatre affirmations et fermant à jamais le débat. La science n'est pas un dogme et les arguments d'autorité ne relèvent pas de la démonstration scientifique. Rabougrir le débat en l'enfermant notamment dans une dichotomie provax/antivax est un non-sens scientifique. La science n'est pas une idéologie, c'est une pratique collective de recherche visant à établir progressivement la réalité indépendamment de toute autre considération. Par ailleurs, le fait que les décisions politiques soient validées par tel ou tel comité scientifique ad hoc ne prouve rien non plus. En France, le « Conseil scientifique Covid-19 » est constitué par

un groupe de copains (issus pour la plupart du programme « Reacting » de l'INSERM) s'étant pour l'essentiel cooptés entre eux, qui se sont dès le départ soumis aux exigences du pouvoir politique (à commencer par la tenue du premier tour des élections municipales le 15 mars 2020) et dont plusieurs membres sont liés depuis des années aux industries pharmaceutiques. Or la règle numéro 1 de l'éthique scientifique est le désintéressement, donc – notamment – l'absence de conflit d'intérêts.

Lorsque l'on respecte ces règles et que l'on soumet à vérification les quatre affirmations centrales constituant la structure de la doxa du covid, l'on comprend alors que chacune d'entre elles est d'une part par principe discutable, d'autre part de fait contestable (3). Il est ainsi faux de prétendre que ce virus menace en quoi que ce soit la survie de l'humanité (sa létalité est faible comparativement à d'autres, plus de 85 % des personnes infectées sont peu ou pas symptomatiques (4) et il n'y a jamais eu de surmortalité en dessous de la classe d'âge des 60-65 ans), comme il est faux de prétendre qu'il n'existe aucune thérapeutique (5). La triste réalité est que ces discours avaient pour fonction principale d'une part d'installer la peur chez les gouvernements et les populations, d'autre part de faire accepter l'idée selon laquelle seule une vaccination de masse pouvait permettre de vaincre l'épidémie, de même que l'idée selon laquelle, dans l'attente, on ne pouvait que décréter un confinement général de type moyenâgeux qui ne figure dans aucun des « plans pandémie » établis depuis de longues années grâce à l'expérience des crises précédentes (car ce n'est ni la première, ni la dernière). Les populations ont ainsi été profondément sidérées et infantilisées par cette peur, comme elles ont été profondément conditionnées et infantilisées par l'attente de ce prétendu miracle vaccinal. Le résultat est une double catastrophe sanitaire. Catastrophe d'abord dans l'incapacité à organiser le soin des malades (mise à l'écart des médecins généralistes constituent pourtant la première ligne de défense sanitaire face à toute épidémie, édiction du dictat de l'absence de thérapeutiques, abandon des malades à domicile et dans les maisons de retraite), ce qui a conduit à reporter toute la charge de l'épidémie sur un hôpital public lui-même en déliquescence depuis des décennies du fait des constantes réductions de moyens et de l'imposition des méthodes de management de l'entreprise privée. Ensuite, catastrophe provoquée par une vaccination de masse qui n'a nulle part entraîné la disparition de l'épidémie (de sorte que le discours moralisateur sur « l'altruisme » de la vaccination s'avère dénué de tout fondement), qui a été effectuée à l'aide de produits de mauvaise qualité et présentant une dangerosité inédite en termes d'effets indésirables graves, produits que les gouvernements se sont pourtant empressés de vouloir imposer à tous de force (par obligation ou par chantage), y compris aux jeunes (qui ne risquent pourtant rien du virus) et aux femmes enceintes (qui ne font même pas partie

des essais cliniques des industriels, de sorte que l'on ignore tout des conséquences d'une telle injection sur le déroulement de leur grossesse et le devenir de leurs enfants).

La justice à venir. A cette double catastrophe sanitaire s'ajoute enfin une catastrophe politico-juridique, une catastrophe pour la démocratie dont les fondements ont été attaqués comme jamais en temps de paix : mise en sommeil de la séparation des pouvoirs avec disparition des contrôles parlementaires et juridictionnels, privations inédites et répétées des libertés individuelles et collectives à travers une production normative bureaucratique incessante et totalement disproportionnée, mise au point d'outils informatiques de contrôle et de fichage de plus en plus intrusifs, création d'une nouvelle discrimination majeure entre citoyens selon qu'ils seraient des « vaccinés » ou des « non-vaccinés » (6).

C'est sur tout cela que nos dirigeants, nos journalistes, nos industriels, nos administrations et une partie de nos médecins devront rendre des comptes dans les années à venir. Et les lendemains risquent d'être difficiles pour eux. Sans aller jusqu'à la discussion de la notion de « crime d'Etat » que proposent certains auteurs (7), et sans avoir besoin de faire des procès d'intention à quiconque, il est clair qu'une petite montagne de mensonges, de dissimulations, de manipulations, de fraudes, de conflits d'intérêts, d'actes de corruption active ou passive, d'abus de pouvoir, d'infractions majeures à l'éthique médicale et à l'éthique de la recherche, de compromissions et de lâchetés diverses et variées sont potentiellement judiciarisables et seront pour partie judiciarisées dans les années à venir. De là le propos central et la motivation première du geste éditorial d'Anne Dumont, qui sont de prévenir les élus, les journalistes et les médecins afin qu'ils se ressaisissent avant que l'irréparable ne soit définitivement commis, notamment à travers la vaccination contrainte des enfants. Il est encore temps de stopper cette folie politico-industrielle, de cesser de croire aux « miracles scientifiques » comme les petits enfants croient au Père Noël, pour revenir à une gestion des problèmes de santé publique qui soit conforme à la fois à l'ensemble des valeurs constituant le socle des projets démocratiques de nos sociétés, et aux bonnes pratiques médicales et scientifiques éprouvées par plusieurs siècles d'expérience dans la gestion d'épidémies virales qui font partie de notre histoire et de notre condition humaine.

L.M.

Notes

(1) L. Mucchielli, *La Doxa du covid*, Bastia, éditions Eoliennes, 2022, 2 tomes (128 et 566 pages).

(2) Je m'inspire directement du sociologue Pierre Bourdieu qui fut un de mes maîtres.

(3) Je ne reprends pas ici les démonstrations et les centaines de références scientifiques contenues dans les deux tomes de *La Doxa du Covid*, en particulier le tome 2 dans lequel j'ai publié une trentaine d'autres chercheurs de toutes disciplines et interviewé autant de médecins généralistes ou spécialistes.

(4) Une des manipulations de base consiste à confondre volontairement la notion de « cas positif » et celle de « malade ». L'on fabrique ainsi des épidémies de tests positifs ne correspondant pas à la réalité épidémiologique (voir à ce sujet les démonstrations de L. Toubiana, *Covid-19. Une autre vision de l'épidémie*, Paris, L'artilleur, 2022).

(5) Les études scientifiques s'accumulent depuis deux ans et demi, qui montrent l'efficacité de certains médicaments (antiviraux comme l'hydroxychloroquine, antiparasitaires comme l'ivermectine, antibiotiques comme l'azithromycine), en particulier en soin précoce, pour prévenir le développement notamment inflammatoire du covid, de même qu'elles montrent l'importance de la prévention de cette même maladie par le renforcement du système immunitaire (vitamines C et D, zinc).

(6) Outre les éléments contenus dans le tome 2 de *La doxa du Covid*, voir aussi C. Schouler & L. Mucchielli, « Covid, état d'urgence et libertés publiques. Les libertés qui fondent la démocratie sont-elles solubles dans la lutte contre une épidémie ? », *Futuribles*, 2022, n°449, p. 73-85.

(7) Comme L. DeHaven-Smith, *Aux origines de la « théorie du complot ». Un outil de contrôle de la pensée*, traduction française, Gap, éditions Yves Michel, 2022.